

La crise climatique entre catastrophisme résigné et « transition » défaitiste

On ne lâche rien mais on se prépare au pire... pour ne rien lâcher

L'année écoulée en fut une de révélation de la crise climatique¹ pour ceux et celles qui avaient jusqu'ici des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre. Toutes et tous sont maintenant sur le qui-vive... sauf les *trumpiens* et les *trumpiennes*. En résulte une crispation du campisme ambiant entre les *transitoriens* et les *transitoriennes*, largement dominant chez la militance et la gent politicienne, et les catastrophistes, dominant chez les scientifiques et la majorité populaire. Le premier camp s'est laissé guider par les œillères d'un marché indépassable qui l'encabane dans les limites des régressifs marché ou taxe carbone qu'elle soit « radicale » à la suédoise²... sauf pour les secteurs exportateurs, ou molle à la canadienne. Le deuxième camp soit prône un technologisme apprenti-sorcier et *billionnaire* qui sera payé par on-sait-par-qui³ ou un contrôle réactionnaire, pour ne pas dire raciste, des populations⁴, soit se résigne à ce que le ciel leur tombe sur la tête et en attendant on-jouit-ou-on-pleure et on s'en remet aux solutions sécuritaires contre les vagues de personnes réfugiées.

Le chef de la direction de la Fondation David Suzuki, une prestigieuse ONG canadienne, pointe du doigt les « *catastrophes naturelles, les sécheresses et les famines, les vagues de réfugiés climatiques [qui] frappent les plus pauvres et déstabilisent des pays entiers [et] contribuant parfois au déclenchement de conflits armés.* » Il se réfère en particulier « *...à la Syrie⁵, où j'ai travaillé et où une sécheresse historique a poussé un million de paysans dans les villes, quelques mois à peine avant qu'éclate une sanglante guerre civile qui a jeté sur les chemins et les mers des centaines de milliers de réfugiés.* »⁶ Inutile ici de s'enliser dans un faux débat sur la prévalence entre cause socio-politique et celle écologique. Certes, dans le cas de la Syrie et du Moyen-Orient en général, les dictatures néolibérales des copains ou des familles royales régnant sur une mer de pétrole et s'appuyant sur diverses puissances impérialistes demeurent la cause clef. Reste que si le mouvement écologiste, très majoritairement peu anti-systémique, sous-estime le socio-politique, la gauche anticapitaliste, néglige le rôle de la crise climatique et celle de la bio-diversité⁷. De sous-jacente, celles-ci deviendront premières — elles le sont peut-être déjà dans maints pays du Sahel⁸ — au fur et à mesure de la hausse des températures et de la destruction des habitats naturels.

1 Alexandre Shields, [Le réchauffement climatique est très rapide, prévient le GIEC](#), Le Devoir, 13/01/18

2 Marc Bonhomme, Annexe 4 (Taxe carbone : le cas dit exemplaire de la Suède) de [Électrification des transports : les conditions idéales du capitalisme vert à la québécoise](#), ESSF, 28/09/16

3 Alexandre Shields, [Le GIEC propose des pistes de solution controversées](#), Le Devoir, 8/04/14. Une chose est le scientifique diagnostic lucide du GIEC, une autre en est le technologiste et nucléaire remède capitaliste vert.

4 Agence France-Presse, [15 000 scientifiques lancent un cri d'alarme sur l'état de la planète](#), Le Devoir, 13/11/17. « Ces scientifiques pointent aussi l'augmentation de 35 % de la population mondiale et une réduction de 29 % du nombre de mammifères, de reptiles, d'amphibiens, d'oiseaux et de poissons. [...] Parmi les mesures recommandées, les auteurs de l'appel suggèrent la création d'un plus grand nombre de réserves naturelles [...]. Pour freiner la croissance démographique dans les pays en développement, ils préconisent une plus grande généralisation de la planification familiale et des programmes d'éducation des femmes. Ces scientifiques plaident aussi pour des mesures encourageant un régime alimentaire plus à base de plantes et l'adoption à grande échelle des énergies renouvelables » Encore une fois, la lucidité du diagnostic et l'amère solution démographique sous une épaisse couche de sucre « progressiste ».

5 Jean-Louis Santini – AFP, [La sécheresse record, un élément à l'origine du conflit en Syrie](#), La Presse, 2/03/15 (ma note)

6 Stephen Cornish, [2018, l'année des décisions environnementales](#), Le Devoir, 6/01/18

7 Alexandre Shields, [La sixième extinction de masse s'avère plus grave que prévu](#), Le Devoir, 11/07/17

8 Célia Lebur – AFP, [Au Nigeria, la lutte pour la terre est devenue le principal défi sécuritaire](#), Le Devoir, 26/01/18

La lutte de classe reste la clef de voûte pour résoudre les crises du climat et de la biodiversité

Si le XIX^{ie} siècle a été celui des luttes de classe intra-nationales débouchant sur l'impérialisme moderne, le XX^{ie} celui des guerres mondiales et néocoloniales débouchant sur le consumérisme et la guerre permanente froide et chaude, le XXI^{ie} est déjà celui de la destruction de l'écosystème et d'une instable géopolitique guerrière débouchant, si la tendance se maintient, sur la fin de la civilisation. Il n'y a pas ici une course à relais mais un système de poupées russes dont le noyau reste la lutte de classe. Si celle-ci n'a pas abouti lors du XIX^{ie} siècle c'est qu'elle avait laissé en rade les contradictions nationales — Marx a réalisé sur le tard le blocage par la question irlandaise de la lutte de classe anglaise — ouvrant la voie à la « solution » impérialiste. Au siècle dernier, si on analyse le pourquoi de l'échec des luttes anti-impérialistes ou leur régression vers le capitalisme, on y perçoit la marginalisation de la question nationale (ex. le Tibet, l'éclatement de l'URSS) et surtout de celle féministe (et LGBTQ+). Non seulement toutes ces guerres se font-elles sur le dos des femmes et des enfants (et des personnes handicapées et âgées) mais elles mobilisent les femmes seulement comme simples auxiliaires pour le temps des hostilités et des grandes mobilisations.

La lutte des classes du nouveau siècle a comme obligation de résultat de vaincre une fois pour toutes le capitalisme car cette fois-ci il n'y aura pas de reprise avant très longtemps si jamais il y en a. Le slogan « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » devient sonnante et trébuchante. Le capitalisme a nivelé le terrain mondial, n'en déplaise aux campistes, en vainquant et en intégrant le prétendu camp socialiste qui masquait la dictature d'une caste bureaucratique ayant usurpé l'élan révolutionnaire. Toutefois, il a scarifié ce terrain comme jamais non seulement en opposant les rapports nationaux et de genre tant intra-étatiques qu'inter-étatiques mais aussi en faisant éclater les statuts, des noyaux aristocratiques en peau de chagrin jusqu'au kaléidoscope du précaire. Il est allé jusqu'à muer la consommation en production gratuite de montage d'objets, et de fourniture de données pour les GAFA de ce monde⁹ sans compter leur prolétariat sous-payé travaillant de la maison¹⁰.

Il y a là un continuum de l'esclavage domestique des femmes au prolétariat traditionnel plein-temps-pleine-année apte à favoriser l'unité de classe tant la multiplication des frontières entre les statuts se convertit en facteur objectif de réunification, une illustration du principe dialectique de la négation de la négation. L'envers de ce continuum réside dans la fragilité des chaînes mondiales de production, particulièrement leur logistique, d'autant plus que la croissance de l'intensité du capital rend tout arrêt du travail coûteux¹¹. Face à une hyper concentrée et centralisée bourgeoisie — le 10% devient le 1% puis le 0.1% — le peuple non seulement approche tendanciellement le 100% mais aussi se prolétarise aux dépens de la petite bourgeoisie tant paysanne et artisanale que technocratique. Reste à subjectiver cette objectivité, par la prise de conscience et l'organisation, afin de vaincre.

Rejeter le capitalisme vert tout en gardant et en adaptant ses avancées technologiques

Le fil de plomb programmatique de la révolution anticapitaliste devient la lutte contre la crise climatique et celle de la biodiversité en ce nouvel âge de l'anthropocène. Le capitalisme a prouvé son

9 The Economist, [The digital proletariat – Should internet firms pay for the data users currently give away?](#), 1/01/18. Ce qui inquiète le magazine de la Cité n'est pas l'exploitation mais la concentration-centralisation monopoliste des GAFA étasuniens et chinois grâce à leur mainmise sur les données de la majorité de la population mondiale par leurs réseaux au point de bloquer toute compétition ultérieure.

10 Marvit Moshe Z., [Amazon & Mechanical Turk: How Crowdworkers \(the low-wage virtual labor\) Became the Ghosts in the Digital Machine](#), The Nation par ESSF, 4/02/14

11 Dennis Kossuth, [A power \(still\) greater than their hoarded gold](#) (review of a Kim Moody's book), SocialistWorker.org, 25/01/18

incapacité à contrer ces crises¹². Sa solution, le capitalisme vert, recourt à un technologisme qui ignore complètement le barrage socio-économique de la loi d'airain de l'accumulation du capital mue par la compétitivité systémique inhérente à la propriété privée des moyens de production et dont le corollaire est la croissance sans fin du PIB. Par exemple, l'auto privé électrique, même hydroélectrique, ne règle en rien les plaies de l'étalement urbain, de la congestion urbaine et de la pollution due à la fabrication de masse particulièrement des batteries. En plus d'envisager la gargantuesque et apprenti sorcier géo-ingénierie pour capter le carbone¹³, les plus optimistes tenants de ce capitalisme doivent admettre que la destruction des forêts est hors contrôle¹⁴. Ce constat rend d'autant plus ridicule les programmes de compensation des émissions de gaz à effet de serre (GES)¹⁵. Même s'ils venaient à fonctionner, il faudrait que l'équivalent de la surface des États-Unis se transforme en une forêt pour réduire seulement de 10% les émissions de GES¹⁶.

Comme quoi hors de l'anticapitalisme, point de salut. Ce constat n'enlève rien aux avancées technologiques qui peuvent s'avérer pertinentes si employées à bon escient. Les véhicules électriques et leurs batteries performantes peuvent être autant collectifs qu'individuels, ce qui en réduit fortement la masse produite. De petits autobus autonomes électrifiés sur des circuits balisés pourraient desservir à bon marché les banlieues tentaculaires. Il faudra recourir à tout l'éventail de l'efficacité énergétique complétée par les énergies solaire et éolienne, en autant qu'elle soit subordonnée à la prioritaire conservation de l'énergie (une ville sans auto solo, sans bungalow et sans publicité dotée d'un transport public gratuit avec un réseau bicyclette-piéton, y compris l'autopartage communautaire, s'appuyant sur une agriculture biologique de fermes familiales et coopératives pénétrant le tissu urbain et liée à la ville par des circuits courts, et complétée par l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits). Le dilemme n'est pas entre technologies de pointe et un passéiste retour à la terre et des quartiers d'antan mais entre accumulation du capital basée sur la valeur d'échange et l'aliénation du travail salarié et accumulation de rapports humains basée sur la valeur d'usage et la créativité du travail collectif libéré du patronat.

12 The Economist, [New life for the Paris climate deal](#), 14/12/17 : « Les gaz à effet de serre libérés par l'humanité ont déjà réchauffé la Terre de 1°C ou plus depuis les années 1870. [...] ils devraient progresser de 2% en 2017, après trois années de quasi-stabilité. [...] Le rapport de l'ONU sur les "Emissions Gap" de cette année, publié en octobre, montre que le premier ensemble d'engagements climatiques soumis par 164 pays correspond à un tiers des réductions d'émissions nécessaires pour maintenir le réchauffement en dessous de 2°C. » (ma traduction)

13 The Economist, [Special Report — Climate change](#), 28/11/15. Le magazine de la City, champion de la dictature des marchés, se résigne à l'échec de la réduction drastique de gaz à effet de serre (GES) en faveur de l'adaptation et de la géo-ingénierie. Lucide, il n'en constate pas moins que « toutes les méthodes pour enlever du dioxyde de carbone de l'atmosphère présentent un défi encore plus important que celui apparent. [...] Premièrement, leurs méthodes sont tellement coûteuses que ces [absorbants de carbone] ne pourraient pas être possiblement déployés à l'échelle nécessaire afin de réduire le changement de climat. Et deuxièmement, si ces méthodes pouvaient fonctionner, elles introduiraient un risque moral [...car alors] pourquoi se préoccuper de réduire les émissions aujourd'hui ? [...] Mais le problème le plus grave est ce qui arriverait si cette ingénierie prenait fin [...] résulterait en une hausse subite qui serait désastreuse... » (ma traduction)

14 Damian Carrington, [The seven megatrends that could beat global warming: 'There is reason for hope'](#), The Guardian, 8/11/17. Voir le graphique associé au point 7 : « La destruction des forêts à travers le monde pour l'élevage et l'agriculture, ainsi que pour la coupe forestière, cause environ 10% des émissions de gaz à effet de serre. C'est la plus grande mégatendance qui ne pointe pas encore dans la bonne direction: les pertes annuelles d'arbres ont pratiquement doublé depuis 2000. » (ma traduction)

15 Annabelle Caillou, [Planter des arbres suffit-il à compenser la pollution de nos transports?](#), Le Devoir, 22/01/18

16 Lena R. Boysen, Wolfgang Lucht, Dieter Gerten, Vera Heck, Timothy M. Lenton, Hans Joachim Schellnhuber, [The limits to global warming mitigation by terrestrial carbon removal](#), Earth's Future, mai 2017 : « Premièrement, nous montrons que les plantations de biomasse avec immobilisation du carbone subséquente sont probablement incapables de "réparer" des politiques de réduction des émissions insuffisantes sans compromettre la production alimentaire et le fonctionnement de la biosphère en raison de ses propriétés consommatrices d'espace. Deuxièmement, les exigences d'un scénario d'atténuation solide demeurant en deçà de la cible de 2°C nécessiteraient une combinaison d'apport élevé en eau d'irrigation et de développement de chaînes de traitement du carbone hautement efficaces. » (ma traduction)

Quelle « transition » ? Avec ou sans rupture avec le capitalisme ?

De la contrainte de la hausse maximum de température terrestre d'au plus 2°C si ce n'est 1.5°C à l'horizon 2100 résultant de l'Accord de Paris sur la base du diagnostic du GIEC attaché à l'ONU, alors qu'on en est déjà à 1°C, découle de très exigeantes cibles de réduction de GES¹⁷. Celles-ci ne paraissent inatteignables que si elles sont envisagées dans le cadre d'une transition sans rupture anticapitaliste sur la base d'une mobilisation mondiale pour sauver la civilisation. La stratégie pour précipiter ce mouvement comporte deux facettes, *blockadia* et *alternatiba* pour reprendre les expressions populaires utilisées par Naomi Klein. La première consiste à rejeter tant l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, quand ce n'est pas de l'eau, que les guerres pour le pétrole et tutti quanti — bientôt ce sera le lithium et les terres rares quand ce n'est pas l'uranium — qui s'ensuivent. La deuxième, trop souvent oubliée ou minimisée, consiste à populariser une transition anticapitaliste avec un plan d'action à l'avenant. La caractéristique centrale en est le refus des moyens liés au marché, tels le marché et la taxe carbone, par définition sous contrôle des transnationales. Ce plan leur substitue une contraignante planification démocratique tout aussi rigoureuse sinon davantage que la bureaucratique (et lucrative) planification de la bourgeoisie s'imposant au marché en temps de guerre.

La grande majorité écologiste adhère à ce tandem mais sans son âme anticapitaliste¹⁸. En découle une clarté de vue sur le *blockadia* mais une évasive fuite en avant concernant l'*alternatiba*. On comprend pourquoi. Un plan le moins précis qui respecterait les maximums de température de l'Accord de Paris révélerait l'ineptie des marchés et la taxe carbone comme moyens d'y arriver, ce que presque personne dans ces milieux ne dénonce quitte à rester silencieux sur le sujet. Par contre, un plan dit réaliste, mais non scientifique, révélerait une capitulation au capitalisme vert et à son échec annoncé. Alors on noie le poisson. Ou bien on crée une diversion en laissant vide le cœur névralgique du XXI^e siècle pour s'accrocher désespérément à celui du socialisme du XX^e siècle, la redistribution. Mais on oublie que son noyau dur en est le plein emploi car capituler au capitalisme (vert) c'est aussi croire à la fable de la disparition des emplois due à la robotisation et à l'intelligence artificielle¹⁹. Ou bien on se perd dans le confort des nuages idéologiques et des évidents grands constats en faisant des phrases sur l'écosocialisme dont on ruine ainsi le crédit politique²⁰. Tout pour éviter les sujets qui choquent tels les cibles anti-GES, en particulier à moyen terme, les écotaxes et un plan d'action à la hauteur le moins concret.

Le plein emploi écologique

Pourtant un tel plan existerait si on prenait la peine de le construire²¹. Il comblerait d'aisance les jeunes générations dont l'écologie est l'alpha et l'oméga en autant qu'elles ne sont pas aux prises avec un

17 Des cibles nationales ont été calculées par [Climate Action Tracker](#) (CAT), un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations font autorité et sont souvent citées. Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC. Pour le Canada, c'est une réduction des GES des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990.

18 Des exemples québécois et canadiens en sont le mémoire au gouvernement du Québec du Front commun pour la transition énergétique « [Oui à la transition énergétique – Non à la filière des hydrocarbures](#) », 17/08/16 et le manifeste « [The Leap Manifesto](#) », 2015 à la rédaction duquel a participé Naomi Klein.

19 La plateforme électorale 2018 de Québec solidaire qui laisse de côté la cible 2030 anti-GES du programme et son rejet des marchés et la taxe carbone et de la géo-ingénierie en est un exemple typique. Dans la foulée, elle fait de même avec le plein emploi et la semaine de 35 heures réduisant la redistribution à une question de salaire minimum et de transferts.

20 Marc Bonhomme, [Brochure du « Réseau écosocialiste »... qui oublie l'écologie – Un cours d'anticapitalisme 101... sans exproprier le capital](#), Presse-toi-à-gauche, 8/11/17

problème de survie dû à la misère noire et à la guerre, ce qui fait il est vrai pas mal de monde peut-être la majorité. Il n'y a là que contradiction apparente. La solution de l'enjeu stratégique de l'anticapitalisme du XXI^è siècle est la clef de ce qui était celui du XX^è siècle soit le plein emploi plein temps pleine année à salaire viable²². D'où le vocable de plein emploi écologique qui fusionne les deux horizons et réconcilie les noyaux durs de la question écologique et de la question sociale. Si on ajoute que l'anti-consumérisme écologique s'harmonise à l'exigence de diminution du temps de travail du syndicalisme radical, on comprend que le plein emploi écologique résout le fondement économique de la crise démographique de ce siècle combinant vieillissement de la population et afflux de personnes réfugiées fuyant le néolibéralisme guerrier chauffé à blanc par la crise climatique. Autant de terrain soustrait à l'extrême-droite. Il y faudra une mobilisation totale de l'économie sous contrôle démocratique des productrices et producteurs de richesse sociale de bas en haut et vice-versa. Pour y arriver sera nécessaire le contrôle des hauteurs économiques requérant une expropriation du grand capital, en particulier celui bancaire et para-bancaire.

Illusoires marché écologique ou technologie salvatrice, ou bien rupture révolutionnaire

Refusant le défi anticapitaliste, que ce soit pour des raisons idéologiques — l'intensité de la foi religieuse n'est dépassée que par celle pour le marché — ou de pseudo réalisme qui fait fi de la science, tant le camp de la transition que celui de la catastrophe doivent admettre l'implacabilité des faits *hic et nunc*. Que faire en attendant leur grand soir illusoire d'un marché écologique ou de la technologie salvatrice ? Ne resterait plus, par peur et par insécurité, que s'en remettre à la répression démographique, policière et militaire des populations pauvres subissant de plein fouet le cocktail des crises, ce qui à terme entraînerait la désuétude des droits humains puis la tolérance sinon la promotion de l'extrême droite avec son cortège de sexisme, de racisme et de xénophobie. Ainsi s'installerait la dystopie d'un néo-fascisme écologique... pour sauver la civilisation. Comme oxymore, on ne fait pas mieux... et on ne sauve rien. Telle est la résultante de faire l'économie soit disant utopique du grand soir révolutionnaire dut-il être précédé d'une longue gestation héroïque et résiliente et suivi d'un aussi long déploiement contre une résistance qui persiste²³.

Se résigner au pire ou ne rien lâcher ?

Étant donné une conjoncture momentanément difficile se pointe la tentation, surtout de la part de ceux et celles ayant opté pour le réformisme radical à la Syriza ou à la Podemos, de jeter la serviette face à l'ampleur de la tâche pour se résigner à donner la priorité à la mitigation et la gestion des après-cataclysmes. Est-ce que le déclenchement des guerres mondiales et coloniales avec leurs cortèges de

21 En utilisant les morceaux d'information disponibles, j'en ai ébauché les grandes lignes pour le Québec. Comme il est ignoré comme l'éléphant dans la pièce, on le trouvera sur mon blogue: [Le nouvel an du nouveau Québec solidaire post fusion – Unilatérale indépendance à droite contre la radicalité écologique](#), 1/01/18

22 Une coalition patronale-syndicale-écologique admet le potentiel créateur d'emploi du capitalisme vert à la mode québécoise : Équiterre, [Impacts de la transition énergétique sur la main-d'œuvre : Les effets anticipés pourraient être largement positifs si le Québec s'y prépare dès maintenant, selon syndicats, patronat, écologistes, chercheurs et représentants de l'économie sociale](#), janvier 2018

23 Il est de bon ton chez maints anticapitalistes de se moquer du grand soir alors qu'on vient de commémorer le centenaire de la double révolution russe que personne n'attendait, même pas Lénine. La question à se poser n'est pas sa possibilité d'arriver mais ses conditions de victoire. La faiblesse organisationnelle ou théorique du camp révolutionnaire explique l'échec des révolutions allemande (1918), chinoise (1949), cubaine (1959), nicaraguayenne (1979), et des tentatives chilienne (1973), portugaise (1975), iranienne (1979), argentine (2001), vénézuélienne (2002), bolivienne (2005) puis tunisienne-égyptienne-syrienne-yéménite (2011)... dont la simultanéité anticipe une révolution mondiale.

barbaries impérialistes a fait capituler révolutionnaires russes, chinois, algériens et vietnamiens ? Bien sûr, personne ne souhaite vivre la décrépitude socio-économique de leurs après-révolutions d'autant plus qu'elle y est pour beaucoup, avec leur isolement, dans l'explication de leurs échecs... mais il a bien fallu faire avec. L'âpre combat quotidien avec ses victoires surprises à la Notre-Dame-des-Landes laissant deviner une société nouvelle économe en énergie permet d'imaginer un saut révolutionnaire quitte à se laisser surprendre par les événements... et être prêts à faire face à la musique programmatiquement et organisationnellement.

Même des communautés abandonnées à elles-mêmes comme à Porto-Rico laissent voir le potentiel de l'auto-organisation. Ce n'est pas une raison pour se laisser aller vers le pire même si des pires situations émergent un éclat du meilleur. Si on en arrive là, les révolutionnaires devront le pérenniser puis le multiplier. On ne lâche rien pour que le pire n'arrive pas. S'il arrive, on se saisira de la flamme qui vacille et on ne la lâchera pas afin qu'elle mette le feu à toute la plaine.

Marc Bonhomme, 26 janvier 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca